FRC t.412c

Case
FRC
13569

DISCOURS D'UN MEMBRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE A SES CO-DÉPUTÉS.

1789.

THE NEWBERRY
LIBRARY

AVIS DE L'AUTEUR.

Des circonſtances impérieuſes ont empêché l'Auteur de ce diſcours de le prononcer devant l'Aſſemblée ; mais il a cru qu'il ſe devoit à lui-même de le rendre public.

DISCOURS
D'UN MEMBRE
DE
L'ASSEMBLÉE NATIONALE
A SES CO-DÉPUTÉS.

MESSIEURS,

Est-ce pour le salut ou la ruine de la France que nous nous sommes réunis ? Si c'est pour la sauver, il faut convenir que tout nous reste à faire & que nous avons nous-mêmes rendu la tâche plus difficile. Si c'est pour la perdre, j'avouerai avec la même franchise que nous touchons à la consommation de l'œuvre, & que jamais commission ne fut plus complettement remplie. C'est vraiment un abîme sans fond, que celui où nous avons jetté le Royaume; c'est un cahos inexpliquable que son état présent; & je défie toute la sagesse & toute la prudence humaine de le ramener de long-temps au point

où nous l'avons trouvé en ouvrant cette séance. Tout est fait, le mal ira de lui-même & très-rapidement ; nous pouvons nous retirer & aller recueillir auprès de nos commettans le doux fruit de nos travaux.

Quittons le ton ironique ; aussi bien n'ai-je pris la parole que pour l'acquit de ma conscience, en avouant un crime & en détestant ses suites. Puisse mon repentir me faire mériter ma grace de la part de mes concitoyens, dont je dois craindre une punition exemplaire & instructive pour tous les Députés qui me succéderont ! Je ne suis cependant coupable que de foiblesse, de crainte, & peut-être aussi de condescendance pour le Souverain. Je voyois ses jours menacés, & j'avoue que j'ai mieux aimé céder à la nécessité, que de l'exposer à la brutalité d'une faction pour laquelle il n'y avoit rien de sacré. J'abandonnai le privilége de mon ordre ; & malgré moi, depuis cette époque, j'ai concouru à tous les malheureux événemens qui l'ont suivie.

Comme le crime nous est commun, j'ai cru que vous pourriez partager mes remords, & que vous me pardonneriez de suspendre, pour

quelques momens, la rapidité du mouvement qui nous entraîne, pour nous donner le loisir de jetter un coup-d'œil sur le point d'où nous sommes partis, sur les monceaux de ruines qui marquent la route immense que nous avons parcourue, & les funestes suites que nous devons attendre de notre course désastreuse. Prenez patience, vous, MM. qui guidez notre marche, je ne serai pas long; d'ailleurs, vous êtes trop habiles pour ne pas regagner bientôt ce moment perdu. Je renferme tout ce que j'ai à dire sous ces trois questions.

1°. Que devions nous faire? 2°. Qu'avons-nous fait? 3°. Que devons-nous attendre?

Vous accordez, MM., l'honneur de l'impression aux discours qui vous intéressent; je le réclame pour celui-ci, non à cause de son éloquence, mais à cause de son utilité pour nos commettans. Il ne leur est parvenu jusqu'à ce jour que des rapports ou infideles, ou faits avec art, pour les induire en erreur; je garantis celui-ci vrai, sincere & digne de toute confiance. C'est la conscience la plus droite qui dirige ma plume & le desir le plus pur du bien public qui me dictera les faits que je vais tracer.

1°. *Que devions-nous faire ?*

C'est avant de se mettre en chemin qu'il faut se demander où l'on veut aller. Si nous nous sommes faits cette question en nous rassemblant, il y a quelques mois, il paroît que la réponse n'a pas été la même pour tous. Nous avions un but commun, une voie tracée. Les uns ont cru qu'ils n'avoient qu'à la suivre avec fermeté & persévérance, ça été le petit nombre ; les autres se sont donné un autre terme, & ont cru pouvoir, à leur gré, prendre la route qui leur paroîtroit la plus sûre pour arriver, ça été le grand nombre, & il a prévalu. Tout ce qu'exigeoit le bien de l'Etat, la réforme des abus, les établissemens utiles à faire, étoit prévu, désigné dans nos mandats & dans les cahiers de nos Bailliages. Eh ! comment auroit-on omis quelque moyen essentiel de régénérer l'État ? Le Roi s'en étoit occupé dans ce Conseil qui le détermina à rendre à la Nation l'exercice suspendu de tous ses antiques droits ; sa vigilance attentive avoit marqué ce qu'elle croyoit de plus propre à la félicité publique ; elle exhortoit les

Bailliages à discuter, à approfondir, à étendre les objets qui leur paroîtroient en avoir besoin ; les assurant de la plus entiere correspondance de sa part à tous leurs projets utiles. Nos cahiers furent dressés en conséquence avec cette franche & noble loyauté qu'inspiroit le cœur généreux du prince.

Le Prince & le Peuple ont rempli leur tâche ; ils ont paru dignes l'un de l'autre ; mais nous, MM., nous sommes-nous acquittés du devoir qui nous fut imposé ? Suivons-en les objets & rapprochons la volonté de nos Commettans & nos dispositions.

La partie des Finances avoit nécessité l'Assemblée. Sa détresse exigeoit un prompt secours ; mais combien les offres généreuses de la Noblesse & du Clergé facilitoient une répartition plus égale, qui devoit soulager le peuple & augmenter le trésor ! Combien nous étoit-il facile de constituer en droit national ce qui ne paroissoit qu'une concession généreuse & arbitraire ! Voilà le vœu de nos cahiers ; celui de l'Assemblée a été d'abaisser, de ruiner, d'anéantir la Noblesse elle-même, & de dépouiller le Clergé. Il a fallu les rendre odieux au peuple,

& pour cela, on les lui a montrés comme ennemis du bien commun, s'opposant à tous les projets qui pouvoient le favoriser, & embarrassant par leurs intrigues sourdes la marche de l'Assemblée. Vous avez vu les incendies & les ravages qui ont été la suite de ces calomnies & qui vous ont effrayés vous mêmes. Je vais plus loin : on a eu l'insidieuse adresse de persuader au peuple que les exécuteurs de ces tragédies sanglantes étoient soudoyés par ceux qui étoient les victimes de leur scélérateſſe ; & la fureur du peuple en est devenue plus violente. Avancé-je rien qui ne vous soit connu ?

L'examen des Finances entraîne celui de leur administration ; elle étoit très-défectueuse, & l'énorme *déficit*, malgré l'augmentation immense du revenu, sembloit annoncer une déprédation criminelle. Nous étions envoyés pour la constater, en empêcher de nouvelles à l'avenir, & établir un ordre qui proportionnât l'étendue de l'impôt aux vrais besoins, qui en distribuât la charge avec mesure & sagesse, & qui fît d'une perception plus simple une nouvelle source de richesses. Le Roi venoit au secours en offrant de joindre aux réformes déjà faites celle que

la Nation croiroit encore néceſſaire. Mais nous voulions rendre l'adminiſtration odieuſe & la pourſuivre comme criminelle ; elle tenoit au Gouvernement, & l'on vouloit établir une forme nouvelle. Ceux qui n'ont pas connu le projet ont été ſurpris de voir l'Aſſemblée ſe refuſer aux propoſitions du Miniſtre même qu'elle avoit réclamé comme le *palladium* de la France, contrarier ſes opérations & les mutiler pour les rendre infructueuſes. Il faut, une fois pour toutes, leur donner le ſecret. L'Aſſemblée ne s'eſt jamais départie du but de s'emparer de l'autorité ſouveraine & de ſe perpétuer dans ſa conquête. Elle a redemandé les Miniſtres qu'on avoit éloignés, parce qu'en les ramenant, elle faiſoit un acte de ſouveraineté ; elle a barré les projets du Miniſtre pour lui montrer ce qu'elle pouvoit à ſon égard. Les affaires publiques en ſouffroient ; mais eſt-il de ſacrifice trop cher pour l'idole qu'on adore !

Les vœux de nos Commettans ſe bornoient à des moyens ſages, exempts de violence, à l'abri des ſecouſſes bruſques qui amenent toujours la confuſion & le déſordre. Il nous falloit chercher avec prudence les ſoulagemens qu'on

pouvoit accorder ſur le champ au peuple, déſigner avec ordre ceux qu'il pouvoit eſpérer pour l'avenir ; le placer ainſi au levé de l'aurore, & lui montrer de loin le jour brillant qui lui étoit aſſuré, s'il ſecondoit les vues de ſes Mandataires. La lumiere ſe fût accrue avec la jouiſſance & la juſte confiance des Provinces les eût préparées aux ſacrifices de quelques intérêts particuliers pour en augmenter le bien de tous. Mais c'étoit la confuſion & le déſordre dont nos chefs avoient beſoin ; ils ne pouvoient les obtenir qu'en ouvrant la porte à la licence. C'eſt le motif de nos décrets précipités dans cette nuit fameuſe du 4 Août, de la joie que l'on fit éclater dans l'Aſſemblée, & dont les cris ſe ſont répétés par nos ordres dans tout le Royaume. Mais vous ſavez auſſi de combien de maux ils furent le ſignal.

L'abus de l'autorité avoit gêné la liberté civile, & l'influence des richeſſes ou le crédit des rangs & des dignités ne laiſſoit ſouvent de force à la loi que contre les prévarications du pauvre. Le mal d'un pouvoir arbitraire étoit reconnu, & nos cahiers en indiquoient le remede. Mais une réforme, faite avec modération, & d'un

commun accord, ne convenoit pas à nos chefs ; le peuple n'auroit pas cru qu'il ne lui pouvoit venir du bien que par notre influence ; nous lui avons aidé à conquérir la liberté pour en augmenter le prix à ſes yeux, nos plaintes portées au trône ont enchaîné la force des troupes qu'on avoit cru néceſſaires pour le ſalut de Paris, & cependant les Pariſiens travailloient à les corrompre.

Les brigands déſoloient cette vaſte cité ; à quels excès ne ſe porterent-ils pas ? Nous avons applaudi aux attentats de leurs chefs, & nous les avons honorés comme des héros. Eh quels chefs !.... Nous avons loué la fureur qui verſoit le ſang pour célébrer le triomphe de la licence, & les aſſaſſins ont trouvé des approbateurs parmi nous.

La correction du Code judiciaire, les imperfections & les abus des formes, l'étendue des reſſorts de judicature & les bornes du travail des Magiſtrats devoient faire l'objet de nos délibérations. Mais un ſoin plus important attiroit notre attention. Les Magiſtrats jouiſſoient de la faveur publique, & l'uſage qu'ils en avoient fait pluſieurs fois, pour réſiſter au Gouvernement,

rendoit cette arme dangereuse dans leurs mains ; leur enlever la confiance publique pour nous en revêtir, les rendre mépriſables pour élever notre crédit ſur leurs ruines, voilà à quoi nous avons travaillé avec un ſuccès incroyable, puiſque nous ſommes devenus les organes de toute juſtice, comme la ſource de tout pouvoir. Il eſt vrai que la ceſſation de leur exercice a introduit le déſordre civil ; mais qu'importe ? La Magiſtrature étoit anéantie, & c'eſt ce que nous prétendions.

C'eſt ainſi que nos cahiers alloient toujours au bien public par les voies les plus ſages & les plus modérées, fuſſent-elles lentes ; mais nous avons tendu vers nos intérêts perſonnels avec une violence qu'aucune conſidération ne pouvoit ſuſpendre. Témoin ces propoſitions hardies à l'égard des biens eccléſiaſtiques, ces projets d'envahir cette propriété, les ruſes & les intrigues où nous nous ſommes abaiſſés pour ſurprendre, intimider les membres de cet ordre, & les emmener de force à nous offrir eux-mêmes la ceſſion de leur patrimoine. Témoin ces longs & ennuyeux débats pour une conſtitution qu'on ne nous demandoit point. Il nous falloit des réglemens utiles, invariables pour la ſtabilité & l'ordre de

nos assemblées, des bornes déterminées pour éviter la confusion des pouvoirs & l'usurpation des droits, reconnoître les droits du trône, corriger les abus qui s'étoient glissés dans l'exercice de l'autorité, accepter la liberté qui nous étoit rendue, & en fonder la durée. Mais que nos projets étoient bien différens! Que nous étions loin de cette soumission légitime qui allie le respect envers le Monarque avec le maintien d'un Etat politique déjà fondé! Il nous falloit un autre ordre de choses, une domination d'une espece toute nouvelle; pour le dire, en un mot, nous ne tendions à rien moins qu'à dépouiller le Monarque de son autorité pour en revêtir l'Assemblée, à le réduire à la qualité de premier citoyen de l'Etat, de chef de la Magistrature, pour nous arroger le droit de faire les loix, d'assigner les rangs & de citer à notre tribunal suprême la Nation asservie à notre puissance. Ce que nous desirions nous l'avons exécuté.

On aura peine à le croire, quand on lira le résultat de nos délibérations, & la sagesse humaine chercheroit vainement dans ses ressources les moyens d'opérer une pareille révolution.

Auſſi, n'eſt-ce pas elle qui a préſidé à nos conſeils, & qui en a dirigé les opérations. Il n'y avoit que la violence, que l'inſurrection générale, que les proſcriptions les plus ſanguinaires, qui puſſent nous mener au terme de nos projets. Il a fallu tenir le glaive ſuſpendu ſur la tête même du monarque, confondre notre cauſe avec la cauſe publique, & perſuader à toute la nation qu'elle n'avoit de moyen de liberté que dans notre zele & dans nos décrets. Il a fallu exciter cette inſurrection qui arme toutes les municipalités & force au ſilence & à la ſoumiſſion tout ennemi de nos deſſeins ambitieux. Telle a été, meſſieurs, l'adreſſe de nos chefs, avant d'oſer manifeſter la grande *mutation* qu'ils entreprenoient. Mais auſſi, comme ils l'ont hardiment propoſée lorſque toute réſiſtance a paru vaine! L'un a voulu que le Roi ne connût les loix que pour veiller à leur exécution: nous devions les lui dicter. L'autre a propoſé un Sénat qui devînt le principe d'un nouvel ordre ſubſtitué à l'antique Nobleſſe qu'on éloignoit du trône. Celui-ci a prétendu que l'Aſſemblée devoit être permanente, & que les Membres ne devoient être remplacés que par portions; celui-

là vouloit rendre les places de Sénateurs héréditaires, ou au moins immuables pendant la vie du titulaire.

On s'imagine bien que les titres, les honneurs, les privileges de ce nouvel ordre auroient paru légitimes dans cette circonstance, quoique nous les eussions abolis & jugés inconstitutionnels chez la noblesse qui nous avoit précédé. Encore une fois, la postérité aura peine à croire que ces projets aient pu germer dans nos esprits, que la France ait pu voir des députés s'éloigner ainsi de leur devoir, & que cette nation généreuse ait permis un tel avilissement du trône & d'elle-même.

Qu'il y a donc loin de ce que nous devions faire à ce que nous projettions ! Que nos mandataires, qui voyoient le bien & la prospérité du royaume dans l'exécution de leurs demandes, se sont trompés en croyant nous y attacher par nos sermens ! Ils ne connoissoient pas nos ressources & la subtilité des nouveaux principes de conscience. Il ne nous a fallu que quelques heures pour déclarer & faire croire qu'aucun serment ne pouvoit nous asservir à notre parole, qu'on n'avoit pas pu l'exiger, & que nous avions

pu le faire dans le deſſein de nous mocquer de la crédulité de ceux qui l'exigeoient. S'il s'eſt trouvé dans l'aſſemblée des membres ſcrupuleux ou puſillanimes, la crainte, le ridicule, la proſcription les ont bientôt forcés au ſilence ou à la fuite. Eh, qui auroit pu réſiſter à cet aſcendant qui a forcé le monarque à s'abandonner à notre diſcrétion, & à ſanctionner, dans Paris même, le déſordre que nous avions ſecrettement excité. Dans trois jours le prince s'eſt vu détrôné, & nous ſommes devenus les arbitres de la ſouveraineté; nos émiſſaires, devant leſquels marchoient la terreur & les alarmes, ont armé le royaume; la nobleſſe a vu ſes châteaux incendiés, & a tremblé pour ſa vie; le peuple entier s'eſt fait gloire de recevoir nos ordres & d'en être le miniſtre. Nous avons vu tous les glaives levés, les yeux fixés ſur nous pour attendre le ſignal, & exécuter froidement les vengeances les moins dues. Notre volonté rend tout légitime. Voilà ce que nous projettions; voyons comment nous l'avons exécuté.

2°. *Qu'avons-nous fait?*

Si je ne voulois parler que de l'exécution de nos projets, j'aurois tout dit en expoſant le

contraſte

contraſte de notre volonté avec celle de nos commettans. Tout s'eſt exécuté au gré de nos deſirs; mais quelque bouleverſement que nous ayons cauſé, le plus funeſte eſt celui dont on s'occupe le moins. C'eſt ſans doute un grand mal politique que d'avoir avili le trône, rendu mépriſable la volonté, la perſonne même du Souverain, calomnié ſes intentions; enfin, de l'avoir forcé à laiſſer impunis les outrages les plus ſenſibles.

C'eſt un grand mal que d'avoir débauché l'armée, révolté tous les citoyens, anéanti tous les pouvoirs, de nous être déclarés les fauteurs de tous ces déſordres, en recevant l'appel des accuſés à notre tribunal, en ſuſpendant l'action de toutes les juſtices, en réduiſant enfin tout à coup la France à être en même temps ſans loi, ſans gouvernement, ſans crédit & ſans conſidération.

Quoique vous en ayiez été effrayés vous-mêmes, & que les ames intrépides de nos chefs aient tremblé à l'aſpect de tous leurs ſuccès réunis dans un ſeul tableau; néanmoins, MM., ce ne ſont encore là que des ſecouſſes dont un Etat peut ſe relever, lorſqu'on n'a pas perverti

l'esprit de la Nation & qu'on a laissé dans les cœurs un germe de ce feu sacré qui l'avoit animée & qui peut seul la régénérer. Or, voilà le plus grand des maux qui se soient faits ; c'est le coup le plus mortel pour un Etat politique, & nous l'avons porté à la France. L'esprit national est anéanti ; nous avons commis cet attentat, non par un de ces accidens malheureux, où l'on est quelquefois poussé par un concours imprévu de circonstances ; mais nous l'avons voulu, & nous en avons froidement combiné les moyens. Ma main tremble & se refuse à dévoiler ce plan de désolation concerté dans la profondeur d'une malice diabolique, suivi & exécuté par les voies les plus basses & les plus violentes.

Qui l'a formé ce plan ? Le premier moteur en est caché dans les ténebres du mystere ; mais nous en connoissons beaucoup d'agens ; & s'il est vrai, comme on le débite, que les perturbateurs arrêtés dans plusieurs villes, jettent quelques rayons de lumiere dans ce cahos de scélératesse, nous pourrons remonter au monstre qui l'a enfanté. Ah ! du moins, que les ennemis de tout bien ne soient pas assez puissans pour

intercepter cette foible lueur ! Puisse ce souhait me faire pardonner tous mes torts !

Nous ne sommes pas & nous ne ferons plus ces François dont le commerce faisoit les délices des peuples qui nous recherchoient, dont les mœurs douces & faciles ne prenoient que des teintes légeres des objets sur lesquels l'esprit se repaisoit, dont l'amour naturel du Prince, & le desir de lui plaire avoit formé le caractere & décidé l'opinion sur la gloire ; dont les principes transmis avec le sang, formoient cette tradition de point d'honneur & d'estime de soi-même, qui faisoit l'ame de notre vie & répondoit de la loyauté & de la franchise de tous nos procédés. La philosophie avoit déjà travaillé notre caractere ; l'admiration inconsidérée pour un peuple rival, avoit converti ses excès & ses vices en vertus, & excité une funeste émulation parmi nous, lorsque notre mauvais destin a mis dans des cœurs ambitieux le projet de changer notre gouvernement.

La mauvaise administration a favorisé l'esprit de nouveauté ; l'intérêt du peuple en a été le prétexte, & le Palais royal a été le centre de la coalition.

Opprobre de mon siecle ! au milieu de Paris, sous les yeux d'un Prince du sang, dans l'enceinte de son Palais, dans des jardins faits pour être le marché du luxe & le rendez-vous de toutes les voluptés, se sont d'abord réunis un essaim d'hommes oisifs, frondeurs par jalousie, de libertins parvenus à la caducité par la débauche, une secte d'agioteurs par profession, & ennemis de toute prospérité publique ; une vermine de capitalistes désœuvrés, floueurs par besoin, tous prétendus esprits-forts, n'ayant d'énergie que pour calomnier la vertu & blasphémer la Divinité ; tous ennemis de toute autorité, censeurs absurdes de toute opération politique & déterminés à la blâmer avant de la connoître. Un tribunal s'est élevé dans cette société si bizarrement réunie, & les propos s'y sont changés en maximes ; les murmures séditieux y ont acquis de la consistance & de la force ; sortant de cette enceinte, ils ont dirigé l'opinion publique, & bientôt après, nous les avons vus se répandre dans le royaume, & devenir l'esprit public. Il s'est formé des Orateurs, l'influence s'est établie, & les principes de la Nation alloient ainsi s'altérant, jusqu'à ce mo-

ment, où de ce foyer impur eſt ſorti un feu ſéditieux qui a deſſéché dans le cœur françois le germe de tout bien.

L'audace de ce tribunal s'eſt accrûe avec ſa force; il a formé des projets, il a fait des motions, il a prononcé des arrêts, il a eu des émiſſaires & une correſpondance dans les Provinces; & tel a été le malheureux ſort de la Nation que cette ſemence d'inſurrection a trouvé par-tout une terre préparée à la faire fructifier.

Je n'avance rien ici que ne prouvent ces écrits divers ſur le gouvernement, ſur les malheurs de l'ariſtocratie, ſur les droits de l'homme & les entraves injuſtes dont les embarraſſoit l'eſclavage politique; les abus des adminiſtrations favoriſoient les murmurateurs & accréditoient leurs plaintes; la raiſon ſage & modérée en deſiroit la réforme; mais la ſédition fougueuſe ſouffloit le renverſement & la ruine totale.

C'eſt dans ce moment que notre Monarque invitoit la Nation à reprendre ſon antique droit, long temps ſuſpendu, preſque oublié, & dont les profuſions de nos adminiſtrateurs ont provoqué le retour. Alors s'eſt formée cette coali-

tion puissante qui a porté à l'honneur de la députation ses membres les plus distingués, & avec eux tous les préjugés contre le gouvernement, toutes les prétentions républicaines, toute l'audace qui peut les faire prévaloir. Les intrigues & les cabales ont redoublé pour exciter le murmure des peuples, pousser à bout leur patience, les faire rougir de leur soumission & leur vanter le jour dont ils voyoient l'aurore, & qu'il dépendoit d'eux de se procurer & de perpétuer.

Aux écrits multipliés, aux entretiens secrets & publics s'est joint l'appât de l'argent ; on l'a répandu avec profusion, & les bouches vénales du peuple ont été les échos des plaintes auprès de leurs égaux. Ceux-ci, crédules & souffrans, ont ouvert leur ame à l'espoir de la liberté & du bonheur, & se sont livrés à leurs guides, sans examiner la voie où ils entroient, & avec toute l'ardeur qu'inspire la confiance. Le gouvernement a paru s'endormir & se reposer avec trop de sécurité sur la pureté de ses vues, ou s'embarrasser lui-même par l'incertitude de ses conseils & le sentiment de son impuissance contre un mal déjà si violent. Sa foiblesse n'a point

échappé à l'œil vigilant de nos chefs ; ils en ont profité, & nous avons agi avec vigueur dans notre Assemblée contre ses partisans, tandis que le Palais-Royal tonnoit de son côté & faisoit craindre les derniers excès d'une fureur provoquée par la résistance. Le concert de nos délibérations & de ses mouvemens, de nos ménagemens affectés pour lui & de ses menaces, nous mettoient à même de réussir en tout, & dès lors, nous avons tout osé, & le souffle de l'insurrection, soutenue, alimentée par nos lettres, par les écrits publics, par l'abondance de l'argent qu'on répandoit à pleines mains, ont achevé la ruine du caractere françois.

Vous le savez, messieurs, le brigandage a marché tête levée, il a confondu tous les états, toutes les conditions, tous les sexes. L'homme titré, le noble, le soldat, l'artisan, le bourgeois, le manouvrier, le brigand reconnu, le criminel retiré du cachot, la femme débauchée, les filles publiques, tout s'est réuni à ce noyau de corruption & de peste politique qui s'étoit formé au Palais-Royal ; & c'est delà, qu'après les orgies les plus honteuses, après les conseils les plus destructeurs, au milieu des cris de

fureur, que cette troupe effrénée s'eſt répandue par milliers dans Paris, & l'a rempli de tumulte & de confuſion. Le bourgeois, autrefois paiſible & tranquille, a partagé la frénéſie de ces bandits, il a applaudi à ſes attentats, & en a groſſi la liſte; les troupes ont méconnu leurs chefs; vendues & perdues de vin & de débauche, elles ſe ſont unies à ces bandes meurtrieres, & ont enhardi leur humeur ſanguinaire. Les mouvemens de Paris ont ſervi de ſignal à tout le royaume, & par-tout ſe ſont répétées ces ſcenes d'horreur & de carnage. Les matieres pour l'incendie étoient prêtes, il ne falloit qu'une étincelle pour l'allumer; notre ſouffle eſt venu l'entretenir par nos calomnies, & le mal eſt devenu ſans remede, parce que le changement de caractere en avoit tari tous les moyens.

Je ne vous trompe pas, Meſſieurs, en vous attribuant ce déluge de maux qui nous a ſubmergés. Les exécuteurs de ces calamités vous en ont fait hommage, & vous avez député vers eux pour le recevoir, & pour commander le repos après ces premiers accès. Mais loin de faire poſer les armes, vous avez voulu que le glaive reſtât toujours levé, & que les foudres

de guerre ne ceſſaſſent d'être braqués contre le trône, comme pour avertir, & celui qui y étoit aſſis, & ceux qui l'environnoient, que la défiance ſur leurs diſpoſitions n'avoit pas ceſſé, qu'on les croyoit tranquilles, parce qu'ils n'étoient pas les plus forts, & qu'en approuvant, j'ai preſque dit en commandant toutes ces ſcenes ſanguinaires, vous exécutiez ce qu'ils auroient fait à votre place. C'eſt ainſi que le foible ſe plaint de l'oppreſſion juſqu'à ce qu'il puiſſe devenir oppreſſeur à ſon tour.

A qui faut-il attribuer le crime, demande Cicéron? à celui qui en fait ſon profit. C'eſt donc l'aſſemblée que nous devons rendre reſponſable de tous nos maux. Si le trône eſt déchu de ſa ſplendeur, c'eſt qu'elle en a uſurpé l'autorité; ſi le peuple ne reconnoît plus de loix, c'eſt que l'aſſemblée les a abolies; ſi le trouble & le déſordre regnent dans les provinces, c'eſt que l'aſſemblée a anéanti tous les pouvoirs & enlevé la confiance qu'on devoit aux magiſtrats; ſi le tréſor public eſt épuiſé, & ſi les créanciers de l'état ont à craindre une banqueroute, c'eſt que l'aſſemblée a tari, par ſes arrêtés, les ſources qui alimentoient la caiſſe nationale; ſi l'on pille,

ſi l'on égorge, ſi l'on brûle les hommes & les propriétés, c'eſt l'aſſemblée qui a inſpiré aux peuples la haine & la proſcription du noble & du prêtre. C'eſt l'aſſemblée qui profite de la ſuppreſſion des dîmes; c'eſt l'aſſemblée qui doit profiter du vol fait au clergé de ſes propriétés; c'eſt l'aſſemblée qu'il faut donc accuſer de tous nos maux, & non ceux qui en ſont les triſtes victimes.

Je ſais que, par l'adreſſe la plus inſidieuſe, on a tourné contre le gouvernement les précautions qu'il prenoit pour le maintien du bon ordre. L'inſuffiſance de la garde de Paris, trop reconnue par les ſcènes des années précédentes, le crédit croiſſant du Palais-Royal, exigeoient un ſecours proportionné au danger. Les troupes raſſemblées devoient le donner; elles gênoient les projets de nos chefs; ils ont crié contre le deſpotiſme; ils ſe ſont fait un fantôme de proſcription; ils l'ont réaliſé dans leurs écrits, & les provinces ont répondu à ces allarmes par de nouveaux accès de fureur; ainſi le zele pour notre ſalut a paſſé pour un piége & un moyen de nous perdre; ſur quelles preuves? Je défie qu'on en donne une fondée; mais on ſavoit

bien que la calomnie, avancée par nous, ſeroit reçue ſans examen.

Le manque de la première denrée, & le défaut de travail, mériteroient les ſoins paternels du Prince; il a ouvert des atteliers, où des milliers d'hommes trouvoient les moyens d'une ſubſiſtance facile par un travail modéré. On a vu le nombre des ouvriers s'accroître juſques à alarmer & non à laſſer la main ſecourable; on a vu ces hommes, ſoudoyés utilement pendant le jour, aller le ſoir au Palais royal y recevoir le ſalaire de la nuit pour le tumulte & le déſordre qu'ils ſe chargeoient d'entretenir; cependant, c'eſt le gouvernement qu'on inculpe. Ses ſoins charitables ſont regardés comme le fruit d'un deſſein pervers; c'eſt la ruine de Paris qu'on préparoit; c'eſt un camp & des batteries qu'on voudroit aſſeoir pour foudroyer cette capitale. A quel propos auroit-on voulu faire le mal? Quoi! ces prétendus ariſtocrates auroient voulu détruire leurs maiſons, affamer leurs femmes & leurs enfans, expoſer leurs richeſſes au feu & au pillage! Quelqu'invraiſemblable que paroiſſe ce projet, on l'a prêté au gouvernement; nous l'avons accrédité, &

la Nation l'a cru sur notre parole. La calomnie tournoit à notre avantage ; cela nous a suffi pour l'adopter. La crainte, un moment d'erreur ont pu entraîner le conseil du Roi au renvoi d'un ministre utile, sur tout dans les circonstances ; avec quelle promptitude on s'est hâté de réparer la démarche imprudente ! de quelle abondance de gloire & de faveur on a couvert un moment de disgrace ! N'importe, nous n'en avons pas moins cessé de crier à la tyrannie, à l'oppression. Envain le Monarque, dont les paroles ne pouvoient nous persuader, s'est-il mis à notre discrétion par un abandon auquel nous n'avons pu refuser l'enthousiasme de l'admiration ; sa générosité n'a pu nous empêcher de témoigner de la defiance & d'alarmer les provinces ; Paris n'a cessé de se tenir sous les armes, & la France entiere n'a plus été qu'une ville de guerre qui devoit craindre à tous momens les surprises d'un ennemi redoutable.

Nous voilà donc devenus méfians, féroces, sanguinaires ; voilà le caractere françois anéanti. La religion n'a plus de pouvoir sur ses ministres, & nous les entendons, dans la chaire de vérité, préconiser, comme martyrs, les fauteurs de la

licence, bénir le ciel de tous les crimes qui se commettent, & assurer, comme un fait incontestable, que tant de maux sont le fruit de la cruauté des prêtres aristocrates. Non, la ligue n'eût pas des fureurs comparables aux nôtres; les ligueurs, cependant, étoient ignorans & fanatiques, & nous nous prétendons éclairés & humains.

3°. *Que devons-nous attendre ?*

Que peut produire l'orage terrible qu'accompagnent la grêle & le feu du ciel ? La guerre & les ravages d'un conquérant féroce, devant lequel marchent la terreur & la mort, les funestes effets de la peste & de la famine, lorsqu'elles étendent leurs ravages dans quelque contrée; c'est sous ces images qu'il nous faut considérer les suites de nos projets sur la France. Ce qui se passe dès l'ouverture de la scene, nous en présage le dénouement. Les relations que vous recevez chaque jour, & qui vous font trembler, ne sont encore que des effets & le prélude de la tragédie sanglante que nous préparons.

Ne prenez pas ceci, Messieurs, comme l'effet d'un esprit timide & alarmé; je ne sais, malheureusement, que trop fondé en raison,

& vos propos me le persuadent, lorsque je vous entends, en particulier, discourir sur l'état présent des choses.

D'abord, la lenteur de nos délibérations a détendu tous les ressorts qui faisoient encore avancer la machine du gouvernement. Le peuple a eu le temps de s'appercevoir qu'il étoit sans loi, qu'il étoit le seul qui concentrât toute la force, & qu'il pouvoit se perpétuer dans l'indépendance. Il sera difficile de le remettre sous l'obéissance.

Nous avons tant répété, & si utilement pour la révolte, que la nation gémissoit sous l'énorme fardeau des impôts, & sous le reste des entraves féodales, que le François se croit affranchi, dès ce moment; cependant les dépenses que nous occasionnons rendent la dette excessive; nous la prenons pour le compte du peuple, & nous prétendons le soulager. De quel œil verra-t-il notre zele pour les capitalistes, le salaire dont nous payons les services de ces sangsues de la nation, & notre attention à dégager leur bien du tribut que nous imposons à tous les autres? Nous étions assemblés pour le bien du peuple, & nous le rendons plus misérable; nous dépouillons le

riche, & c'eſt nous que nous parons de ſa dépouille; nous détruiſons la propriété du clergé, & le pauvre y perd la petite portion qui lui en revenoit; c'eſt nous qu'enrichit la ſuppreſſion des dîmes. Pouvons-nous eſpérer que le peuple ne ſe déſabuſera jamais.

Le peuple eſt armé, chaque municipalité a ſa garde, chaque bourg, chaque hameau ſe croit en droit d'avoir une milice : nous l'avons provoquée, & les terreurs paniques que nos partiſans ont eu ſoin de répandre, & qu'ils entretiennent pour nourrir la haine de la prétendue ariſtocratie; ces terreurs, dis-je, rendent les milices néceſſaires : mais penſons-nous qu'elles deviennent la ruine du Royaume ? Quelle dépenſe pour le bourgeois de Paris déjà appauvri ! Quel abandon de toutes les profeſſions occaſionne la ſervitude de la garde ! Quel eſprit d'indépendance inſpire au peuple cet appareil militaire ! Il le rend murmurateur, ſéditieux, prompt à ſe ſoulever & à ſe faire juſtice. Auſſi le Pariſien eſt-il méconnoiſſable : ſon humeur farouche & le peu de ſûreté de la ville en a éloigné l'étranger, & fait déſerter le citoyen aiſé. Les ateliers ſont abandonnés; les

dépenſes de leur luxe ſont ſuſpendues, & bientôt la famine fera ſeutir à ce peuple, que nous avons ſi cruellement trompé, que ce jour tant célébré, ce jour d'où il commence à compter ſa liberté, ce jour où il força ſon Roi à ſe revêtir de ſa livrée, étoit le grand jour de ſon deuil, & la ſource de la miſere où il s'eſt plongé peut-être pour jamais. Je ne prétends pas faire le prophête : car la municipalité de Paris eſt déjà convaincue de cette triſte vérité, & gémit de l'embarras que lui donnent les prétendus libérateurs de la ville, les héros de la Baſtille, les brigands qu'elle voudroit chaſſer de ſon ſein, les déſerteurs qui y abordent de toutes les parties du royaume, les priſonniers qu'on a ſouſtraits au glaive de la Juſtice, les ſcélérats étrangers, qui ont couru vers Paris, comme les vautours s'aſſemblent auprès du cadavre infect; le Palais-royal, enfin, qui croit pouvoir ſe dire l'égal à l'Hôtel-de-Ville; tout leur prouve combien il eſt aiſé d'émouvoir la populace, mais qu'il eſt difficile de la conduire & de donner un terme à ſa fureur.

Les proviſions n'arrivent plus à propos, &

Paris

Paris manque souvent de pain, malgré la récolte abondante. C'est une suite naturelle de nos ordres pour établir des gardes bourgeoises dans toutes les Villes. Nous avons par-là inspiré à la France une méfiance générale : chaque province, chaque ville s'isole. On fait tant de visites incommodes dans les voitures, on exige tant de passe-ports, on a mis tant d'obstacles pour la circulation, qu'elle est nécessairement interrompue. On ne va plus, on ne commerce plus que par nécessité : aussi n'est-il pas rare de trouver dans le Royaume une ville dans l'abondance, & sa voisine exposée à toutes les horreurs de la disette. Que dis-je ? D'un hameau à l'autre on intercepte les denrées, & nous semblons revenus à cet état où la force faisoit le droit & la justice.

Le lien social des provinces entr'elles est rompu : nous l'avons voulu ainsi, en prétendant les assujettir toutes au même droit, & enlever par nos décisions les priviléges & les exemptions à celles qui les regardoient comme une propriété. Bientôt vous les verrez se soustraire à l'autorité commune, & nous retracer l'image de ces anciens Royaumes que

virent nos premiers peres. Nous leur préparons un Code : & de quel droit diſpoſons-nous de leurs propriétés ? Où eſt la force pour les réduire, ſi elles ſe mocquent de nos loix prétendues ? Combien en eſt-il qui reconnoiſſent leur Roi pour leur Souverain, & nullement les États pour leurs Légiſlateurs ? Cependant c'eſt notre Aſſemblée que nous déclarons ſouveraine, & nous accordons, par grace, au Roi de dire ſon avis ſur nos loix, nous réſervant même le droit de paſſer outre, ſi nous le jugeons à propos. Croyez-vous que ce renverſement plaiſe à la Navarre ; que les provinces conquiſes aiment à ſe donner à vous, plutôt que d'obéir à leur Prince légitime ; que vos provinces maritimes, profitant de votre exemple dans la maniere d'ordonner les droits de la Couronne, ne veuillent pas auſſi examiner & rejetter les vôtres, ou les reſtreindre à leur gré ?

Vous avez décidé que vous pouviez, malgré l'aveu de vos Commettans, faire une conſtitution à votre fantaiſie : mais ont-ils ſouſcrit à votre uſurpation. & votre déciſion ſera-t-elle plus ſacrée pour eux que leur volonté ne l'a été pour vous ? Voyez quel déſordre vous avez préparé.

Vous vous êtes hâtés, dans vos délibérations nocturnes, de céder une foule de droits qui ne vous appartenoient pas. Rien de plus risible que cette offrande précipitée, si les suites n'en étoient pas aussi fâcheuses. Mais encore un peu de temps : votre décision a plu au peuple, qui n'en a pris que la partie qui le favorisoit : exigez qu'il rempliſſe l'autre, & sa résistance vous apprendra la folie de vos décrets téméraires. Je ſerois infini, Meſſieurs, si je voulois parcourir tous les maux que nous avons préparés, & que vous entrevoyez ainsi que moi. Cette esquisse que je vous en offre doit vous suffire pour vous prouver combien il est dangereux d'innover, sur-tout en matiere de politique. Vous n'atteindrez sûrement pas le but de votre ambition, & vous aurez ruiné l'Etat. Il est aisé de détruire, mais non d'édifier.

Nos maux sont-ils donc sans ressource ? Je ne sais ; mais s'il en est quelqu'une, elle ne sauroit venir du principe que nous avons adopté. De long temps, le peuple accoutumé aux loix émanées du trône, ne s'accoutumera à respecter comme tels les ordres de vos Présidens. A nous entendre, tout le royaume se félicite de nos

travaux, & on nous lit avec emphase la liste des félicitations : mais ces lettres, mandiées de la part de quelques correspondans, n'empêchent pas l'insurrection au mépris de vos ordres. Quelle est donc cette prétendue déférence si respectueuse & si soumise ?

Croyez-vous qu'on se méprenne à ces pitoyables ruses, cachées sous les offres que viennent faire quelques particuliers, comme pour piquer les riches d'émulation ? Une marchande offre des diamans, & vous croyez que les Dames vont aussi-tôt se dépouiller de tous leurs bijoux ? Et pourquoi ? Pour empêcher vos capitalistes de perdre un revenu usuraire. On nous demande une contribution volontaire sur tous nos biens : & qu'importe à celui qui ne vit que de son travail & du fruit de sa terre, que vous ayez jugé à propos d'engager votre honneur pour une dette qui lui est étrangere ? Est-ce parce que vous avez fait incendier ses châteaux, brûler ses titres & mis sa tête à prix, que le noble vous doit encore le sacrifice d'une partie de sa fortune ? Non, Messieurs, nous avons pu faire le mal ; mais nous ne sommes pas propres à le réparer.

C'eſt le roi, c'eſt la nation elle-même, plus ſage & plus aviſée, qui peut, avec ſon prince, s'occuper de ſes maux & rétablir l'ordre. Déclarant hautement notre erreur, abjurons-en les effets, & conjurons le Prince de former au plutôt des aſſemblées provinciales auxquelles il envoie cette déclaration, qui contenoit le vœu de nos cahiers, & qui, acceptée dans le royaume, rendoit nos travaux inutiles, je ſerois garant du ſuccès. Nos compatriotes, reconnoiſſans & ſenſibles, béniroient la main ſecourable qui leur ſeroit tendue, & rentreroient dans cette ſoumiſſion qui maintient l'ordre. Bientôt les gardes bourgeoiſes ne ſeroient plus qu'un ornement pour les jours d'une joie univerſelle; le bruit ſi alarmant de tambour & d'armes, qui retentit ſans ceſſe à nos oreilles, feroit place à celui des ateliers de l'induſtrie. Les communications ouvertes rétabliroient la circulation; la tranquillité de Paris lui rameneroit ſes exilés & l'étranger opulent; &, s'il n'eſt pas encore trop tard, les anciennes habitudes, & par conſéquent le caractere national, nous rendroit encore, avec la proſpérité, les droits à l'amour des nations. Puiſſe mon avis vous plaire, puiſſe-t-il au moins

se répandre, & être connu de toute ma nation, pour lui prouver que j'ai senti le crime de lezé-nation, dont je me suis rendu coupable, & que j'ai voulu le réparer.

FIN.

*14